

Pas de « contrat » sans engagements réciproques !

PÉTITION

*A l'initiative de l'intersyndicale SUD-Recherche-EPST / FO / CGT de l'IRSTEA
A l'attention du Président de l'IRSTEA et des membres du Conseil d'Administration*

Le Président de l'IRSTEA s'apprête à soumettre le 21 novembre au Conseil d'Administration de l'Institut un projet de Contrat d'Objectifs censé fixer les engagements réciproques entre l'Etat et l'Institut pour les 5 ans qui viennent (2014 – 2018). Une nouvelle fois l'IRSTEA doit s'engager à faire toujours plus tandis que l'Etat ne s'engage à rien. Tout comme les précédents, ce projet de « contrat » est un marché de dupes... Comme en témoigne le projet de budget 2014, les subventions des ministères vont continuer de s'amenuiser, notamment celle du Ministère de l'Agriculture. On en arrive au point où le Président nous annonce une année 2014 sans campagne de recrutement de fonctionnaires (et donc sans concours internes non plus). Mais le Président et les tutelles ont trouvé la réponse : les personnels travailleront plus, les équipes de recherche feront plus de ressources propres, et la direction veillera à la mise en œuvre de plus de contraintes et de contrôles bureaucratiques !

Le Comité Technique de l'Etablissement a rejeté à l'unanimité des représentants du personnel ce projet de Contrat d'Objectifs sans moyens, qui consacre la poursuite du désengagement de l'Etat, qui sacrifie l'emploi et les personnels (CDD et titulaires). Ce Contrat d'Objectifs ne doit pas être adopté tel quel par le Conseil d'Administration le 21 novembre. S'il n'est pas revu en profondeur, s'il n'y a pas d'engagement de l'Etat sur les moyens, le Président ne doit pas le signer.

L'IRSTEA assure des missions de recherche et d'expertise d'intérêt général, répondant à des besoins essentiels de notre société, et nécessitant continuité et indépendance. Il incombe à l'Etat de les prendre en charge de manière durable : ses dotations doivent au minimum couvrir l'intégralité des dépenses correspondant aux emplois votés au Parlement et les crédits de soutien de base afférents.

Les personnels de l'IRSTEA soussignés demandent :

- au Président et aux membres du Conseil d'Administration, garants de l'avenir de l'Etablissement, de ne pas avaliser en l'état ce projet de Contrat d'Objectifs
- aux ministères en charge de piloter ces politiques publiques d'assumer leurs responsabilités et de s'engager sur un financement pérenne des activités de l'Etablissement, dans le respect de ses missions et de ses personnels.

Prénom, Nom	Statut	Signature
	Signatures au 21 novembre 2013 :	
	707	
	Aix-en-Provence : 46	
	Antony : 111	
	Bordeaux : 109	
	Clermont-Ferrand/Montoldre : 51	
	DG : 48	
	Grenoble : 78	
	Lyon : 118	
	Montpellier : 55	
	Nogent sur Vernisson : 34	
	Rennes : 57	